

Prof. dr JOVAN R. BOJOVIĆ  
conseiller scientifique  
Institut d'Histoire de la  
R.S. de Monténégro – Titograd

## LA FRANCE ET LE MONTÉNÉGRO EN DÉCEMBRE 1915 – JANVIÈR 1916

La science historique connaît le fait que les relations entre le Monténégro – petit État dans les Balkans et la France – grand État européen datent à partir du commencement du XIX<sup>e</sup> siècle déjà et ont duré jusqu'à l'unification des provinces yougoslaves et la création de l'état commun yougoslave – Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918, plus tard nommé le Royaume de Yougoslavie (1929). Les rapports et liens entre ces deux pays ont subsisté, avec une intensité différente, pendant plus d'un siècle.

Dans leurs relations mutuelles, prises globalement, nous distinguons plusieurs phases. La première comprend la période de temps des guerres napoléoniennes en Europe et de l'effondrement de la République de Venise (1797) jusqu'au Congrès de Vienne (1814). La seconde embrasse le temps depuis le Congrès de Vienne jusqu'à la proclamation de la principauté au Monténégro (1852). La troisième depuis la mort du prince Danilo jusqu'au Congrès de Berlin (1878). La quatrième à partir du Congrès de Berlin jusqu'au commencement de la première guerre mondiale (1914). La dernière phase des rapports entre ces deux États comprend la période du commencement de la première guerre mondiale jusqu'au 20 décembre 1920 lorsque la France rompit les relations diplomatiques avec le roi monténégrin Nicolas et son gouvernement en exil.

Lorsqu'on parle du degré auquel leurs rapports et liens mutuels ont été étudiés, il faut indiquer qu'ils ont été explorés en général jusqu'au commencement de la première guerre mondiale. Ils ont fait l'objet de recherches des historiens yougoslaves aussi bien que des savants français. L'étude la plus complète jusqu'ici des relations entre le Monténégro et la France jusqu'à la première guerre mondiale, écrite par un historien

yougoslave, a été donné par dr Dimitrije – Dimo Vujović dans son livre *Le Monténégro et la France 1860–1914*, publié en 1971.

La période finale dans leurs relations mutuelles, c.à d. la période de la première guerre mondiale n'a pas encore été étudiée à fond dans son ensemble par la science historique. Si elle l'a été, elle ne l'était que partiellement et sans utilisation des matériaux d'archives français, ainsi que des matériaux des autres pays qui avaient pris part à la première guerre mondiale.

Plusieurs travaux sur le Monténégro dans la première guerre mondiale ont été écrits en Yougoslavie, aussi bien dans la période entre les deux guerres mondiales (1918–1939) qu'après la deuxième guerre mondiale. Les travaux les plus importants, publiés dans l'intervalle entre deux guerres mondiales sont ceux de Miloš Živković, Jovan Jovanović et Jovan Cetković. Les autres travaux de la période entre les deux guerres mondiales sont de caractère politique et journalistique plutôt que scientifique.

Après la deuxième guerre mondiale jusqu' à l'heure actuelle ont été écrits sur ce thème plusieurs travaux soit sous forme d'études spéciales, soit au niveau des articles ou bien dans le cadre de traitement des autres questions. L'étude la plus complète jusqu'ici sur le Monténégro dans la première guerre mondiale a été donnée par dr Novica Rakočević dans son livre intitulé *Le Monténégro dans la première guerre mondiale 1914–1918*, paru en 1969.

Outre N. Rakočević, d'autres historiens yougoslaves, tels que: Jagoš Jovanović, Vojislav Vučković, Miloš Zelenika, Niko S.Martinović, Dimo Vujović, Nikola Škerović, Bogumil Hrabak, Dragan Živojinović et autres auteurs, ont traité ce sujet soit en études spéciales soit au niveau des articles ou bien dans le cadre de traitement des autres thèmes. A l'exception de D. Živojinović, la plupart des auteurs écrivaient sur la base des sources yougoslaves. Ces quelques dernières années D. Živojinović s'occupe aussi de la question du Monténégro et de ses alliés dans la première guerre mondiale. Outre les sources de notre pays, il a utilisé aussi les sources et la littérature étrangères (des Etats-Unis d'Amérique, de l'Angleterre et de l'Italie).

Parmi les historiens étrangers qui s'occupaient, après la deuxième guerre mondiale de la question du Monténégro dans la première guerre mondiale il faut citer, autant que nous sachions, l'historien soviétique Yourii Pissarev et l'historien italien Antonello E. M. Biagini.

Profitant de la bourse d'études qui lui a été accordée par le gouvernement français, l'auteur du présent travail a fait, à deux reprises, les recherches dans les archives de Paris et il a rassemblé les matériaux d'archives fondamentaux pour le thème – Les relations du Monténégro et de la France pendant la première guerre mondiale.\*

Pour l'étude des relations entre le Monténégro et la France au cours de la première guerre mondiale, il est nécessaire d'indiquer les sources fondamentales. Quant à la Yougoslavie, les matériaux d'archives les

\* Le thème a été admis comme thèse de doctorat d'État à la Sorbonne.

plus importants sont conservés dans les centres d'archives à Cetinje, à Titograd, à Belgrade, à Dubrovnik et dans quelques autres localités. Outre les matériaux d'archives sont importants aussi les matériaux de mémoires, datant de la période de l'entre-deux-guerres. Outre les matériaux d'archives et de mémoires, importants sont aussi les journaux, surtout le journal Glas Crnogorca (La voix du Monténégrin).

Quant aux matériaux d'archives français, les matériaux les plus importants sont conservés au Ministère des Affaires étrangères – Archives et documentation, aux Archives de la Guerre – Service historique de l'Armée – Section moderne et aux Archives nationales à Paris. Outre les matériaux d'archives sont importants aussi les mémoires des hommes d'État et des commandants militaires éminents de cette période, tels que: Raymond Poincaré, maréchal Joseph Joffre, maréchal Ferdinand Foch, Edouard Herriot, Georges Clemenceau, Aristide Briand, Alexandre Ribot, Piaron de Mondésir, Boppe et autres. Outre les mémoires importante est aussi la presse française qui paraissait au cours de la première guerre mondiale, les journaux tels que: Le Temps, Journal des Débats, Journal, le Figaro, L'Humanité et autres. D'une grande importance sont également les séries françaises des sources publiées: Les armées françaises dans la grande guerre.

Pour l'étude de cette question sont très importants les matériaux d'archives et de mémoires, ainsi que la presse des États alliés (Russie, Italie, Angleterre et États-Unis d'Amérique). Importants sont aussi les matériaux provenant des archives des puissances centrales (Autriche-Hongrie, Allemagne, Bulgarie et Turquie). Pour le Monténégro sont importants les matériaux d'archives autrichiens.

Les relations entre le Monténégro et la France au cours de la première guerre mondiale peuvent être divisées en général en phases fondamentales suivantes: la première phase comprendrait le temps entre l'éclatement de la première guerre mondiale et l'occupation du Monténégro par l'Autriche-Hongrie au mois de janvier 1916. La seconde embrasse la période entre l'arrivée du roi Nicolas et de son gouvernement en France et la formation du comité monténégrin pour l'unification du Monténégro et de la Serbie. La troisième depuis la formation du Comité monténégrin jusqu'à l'Assemblée de Podgorica à laquelle fut effectuée l'unification du Monténégro et de la Serbie et bientôt après aussi la création de l'État yougoslave – Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (1917–1918). La quatrième phase comprend le temps depuis l'Assemblée de Podgorica et la création de l'État yougoslave au mois de décembre 1918 jusqu'aux premières élections parlementaires après lesquelles, le 20 décembre 1920, le gouvernement français a rompu les relations diplomatiques avec le roi Nicolas et son gouvernement en exil.

Au moment où la première guerre mondiale avait éclaté, le Monténégro et la France étaient deux pays amis. Le ministre français à Cetinje était Délaroche Vernet et le consul monténégrin à Paris Louis Brinet. La France entra en guerre le 3 août et le Monténégro le 6 août 1914. En États alliés, leurs rapports mutuels sont devenus très amicaux et intimes. Ils l'étaient surtout au cours des années 1914 et 1915. Pendant ce temps

leurs rapports consistaient en général dans la coopération militaire et l'aide matérielle que la France donnait au Monténégro.

A partir du commencement de la guerre déjà, le roi Nicolas était très intéressé à un engagement aussi grand que possible de la flotte française dans l'Adriatique, car de cet engagement dépendait aussi l'approvisionnement du Monténégro par le port de Bar. Outre la garantie des transports maritimes jusqu'à Bar, le roi Nicolas faisait des projets d'occuper les Bouches de Kotor par les forces communes de la France et du Monténégro. En vue de réaliser cette coopération, la flotte française entra dans l'Adriatique vers le milieu du mois d'août 1914. Cependant, les opérations en direction des Bouches de Kotor qui devaient être effectuées en commun, n'eurent pas lieu car la flotte française se retira bientôt de la Mer Adriatique.

La coopération militaire eut lieu au mois de septembre 1914 lorsque deux batteries de l'artillerie française, composées de 142 soldats et officiers, arrivèrent au Monténégro au mois de septembre 1914. Les batteries étaient placées sur la montagne de Lovćen d'où l'artillerie française battait les positions autrichiennes dans les Bouches de Kotor. Les soldats français furent plus tard retirés du Lovćen, laissant l'artillerie à l'armée monténégrine. Les Français avaient leurs stations radiophoniques sur le Lovćen et à Podgorica.

Dans l'historiographie il est connu que le Monténégro était entré en guerre extrêmement épuisé et insuffisamment préparé. On sait de même qu'il avait, avant cela, pris part aux guerres balkaniques (de 1912 et 1913) dans lesquelles il avait subi de grandes pertes en hommes. Étant un pays sous-développé et pauvre, il était épuisé jusqu'au bout du point de vue matérielle au cours de ces guerres. Entrant en guerre pour protéger la Serbie attaquée, il était obligé de demander aux alliés l'aide en matériel de guerre et en nourriture. L'aide matérielle que la Russie accordait au Monténégro était traditionnelle. Lorsqu'il entra en guerre, il demanda l'aide matérielle à la Russie, mais celle-ci n'était pas en état de lui envoyer le matériel de guerre et le ravitaillement à cause des conditions de transport, devenues plus difficiles. A cause de cela la Russie est convenue avec la France qu'elle accordât un crédit déterminé au Monténégro pour l'acquisition de l'équipement de guerre et des vivres pour son armée. L'approvisionnement se faisait par voie maritime et à travers le territoire albanais. Pourtant, il était difficile à le réaliser car l'Autriche-Hongrie empêchait les transports dans l'Adriatique. C'étaient deux formes fondamentales de coopération entre la France et le Monténégro au cours des années 1914 et 1915.

Vers la fin de l'année 1915, la situation militaire sur les fronts balkaniques était très difficile pour les armées serbe et monténégrine. L'armée serbe s'était trouvée coincée entre les armées autrichienne et bulgare. Dans une telle situation le Grand quartier général serbe attendait l'offensive des alliés de la direction de Grèce pour se réunir avec l'armée serbe et lui rendre possible de se maintenir de cette façon ou de se retirer vers le sud. Comme l'offensive alliée ne se produisit pas, le Grand quartier général serbe a pris la décision d'ordonner la retraite de l'armée

à travers le Monténégro en direction de Scutari et de là dans l'île de Corfou. Le Monténégro faisait son possible pour l'accueil de l'armée et des réfugiés serbes et prenait les mesures pour leur entretien et logement au Monténégro. L'arrivée de l'armée serbe au Monténégro l'a mis en une situation particulièrement grave. On manquait de tout et surtout en nourriture et d'équipement de guerre. Les alliés n'ont rien fait pour faciliter l'accueil des troupes serbes au Monténégro. Les armées serbe et monténégrine sont restées seules à lutter contre les Puissances centrales dans le théâtre de la guerre balkanique.

Bien que l'armée monténégrine fût privée de choses de première nécessité, elle offrait une résistance violente à l'ennemi sur le front occidental au cours du mois de décembre 1915. et au début de janvier 1916. L'armée monténégrine luttait avec tenacité pour rendre possible la retraite de l'armée serbe du Monténégro vers Scutari et plus loin. C'étaient ses dernières grandes batailles dans la première guerre mondiale. A cause des batailles qu'elle avait à livrer, de la famine et de l'épuisement au cours de la retraite, l'armée serbe a subi de grandes pertes. C'était un grand héroïsme de la part d'une armée qui se retirait sous les conditions les plus difficiles, pour pouvoir plus tard, après s'être reposée et réorganisée, libérer son pays, avec l'aide des armées alliées, vers la fin de 1918.

L'occupation de la Serbie a permis au Grand quartier général de l'Autriche-Hongrie d'effectuer sans entraves la concentration de son armée dans les Balkans contre le Monténégro. Dans cette période l'armée monténégrine se trouvait dans une situation difficile. Laissée seule sans aide de la part de qui que ce soit, l'unique salut pour elle était de se retirer du Monténégro en suivant l'armée serbe vers Scutari et ensuite dans l'île de Corfou. Malheureusement, sa retraite n'eut pas lieu. Vers la fin de janvier 1916 elle a capitulé. C'était le premier cas dans l'histoire du Monténégro que son armée ait déposé les armes devant l'ennemi.

La capitulation de l'armée monténégrine était l'objet des discussions parmi les participants à cet événement encore au cours de la guerre et après la première guerre mondiale. Ces discussions n'ont pas mené aux vraies connaissances, mais elles ont tout de même contribué plus tard à la présentation objective de cette question.

Dans son livre susmentionné N. Rakočević a posé à juste titre la question: La capitulation de l'armée monténégrine pouvait-elle être évitée? Il a jugé de même que les »causes de la capitulation« résidaient »dans les facteurs intérieurs et non pas extérieurs. Responsables de la capitulation de l'armée monténégrine étaient, donc, les facteurs suprêmes du Monténégro: le roi Nicolas, le Grand quartier général de l'armée et le Gouvernement. D'après les conclusions de Rakočević, dans les jours les plus critiques pour le Monténégro au cours de décembre 1915 et de janvier 1916 il y avait trois possibilités pour l'armée monténégrine: 1) la retraite de l'armée du Monténégro, avec le roi et le gouvernement à la tête, 2) la capitulation de l'armée, du roi et du gouvernement et 3) la capitulation de l'armée et le retrait du roi et du gouvernement du Monténégro.

Avant de présenter l'attitude du gouvernement et du Grand quartier général de France envers le Monténégro vers la fin du mois de décembre 1915 et au début de janvier 1916, on pourrait se poser la question: Le facteur extérieur a-t-il influé sur le roi Nicolas à ne pas donner l'ordre par écrit à l'armée monténégrine de se retirer? En répondant à cette question, nous sommes d'avis que le facteur extérieur avait influencé le roi Nicolas à ne pas donner l'ordre par écrit à l'armée de se retirer du Monténégro.

Dès le début de la guerre déjà, sous l'influence des agents autrichiens, les attaques des Albanais contre le territoire monténégrin étaient très fréquentes. Elles le devenaient davantage au cours de la première moitié de l'année 1915. A cause de cela, le Monténégro était obligé de tenir un important détachement de soldats à la frontière albanaise. Pour assurer la navigation sur le fleuve de Bojana et se protéger des incursions des Albanais, au mois de juin 1915 le Monténégro a occupé Scutari, Saint Jean de Medua et Alesio. Ce territoire restera dans le cadre du Monténégro jusqu'au mois de janvier 1916 lorsqu'il sera occupé par les Autrichiens. A cause des intérêts qu'elle y avait, c'est l'Italie que s'opposait surtout à cette occupation. A partir de ce moment, parmi les alliés commence à se manifester une suspicion de plus en plus grandes que le roi Nicolas et son gouvernement fussent prétendument en négociations secrètes avec les Autrichiens. Après l'entrée de l'armée monténégrine à Scutari, l'Italie a pris une attitude hostile envers le Monténégro. Ce qui était de la plus grande importance pour le Monténégro, c'est que l'Italie a cessé d'envoyer, à partir du mois de septembre, le matériel de guerre et les vivres au Monténégro. Vaines étaient les demandes du Monténégro que les navires transportant le matériel de guerre et les vivres, escortés par les vaisseaux de guerre, naviguent dans les ports monténégrins sans faire halte à Gallipoli et à Brindisi. L'Italie a aussi refusé d'accorder le crédit au Monténégro.

Au cours de la seconde moitié de l'année 1915 les bruits se répandaient de plus en plus parmi les alliés que les négociations ente le Monténégro et L'Autriche-Hongire était en cours. On allait jusqu'à affirmer que les conditions de la paix séparée entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie étaient fixées. Des rumeurs de ce genre circulaient aussi parmi les ministres alliés de Serbie, Russie, France, Angleterre et Italie à Cetinje. Ils envoyaient de telles nouvelles non prouvées à leurs gouvernement à Saint-Pétersbourg, Paris, Londres et Rome. De toute façon ces nouvelles suscitaient la méfiance des gouvernements alliés de France, de Russie et d'Angleterre envers le roi Nicolas. Pourtant, les ministres alliés à Cetinje ne disposait d'aucune preuve réelle qu'un accord par écrit existât entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie.

Malgré toutes les affirmations de la part du roi Nicolas qu'il allait lutter jusqu'au bout, à Paris aussi on commençait à croire de plus en plus que le Monténégro était prêt à conclure la paix séparée avec l'Autriche-Hongrie. A la vérité, tous les hommes politiques et le Grand quartier général français ne partageaient pas cette opinion.

L'envoyé russe en Serbie Troubetzky, se retirant avec l'armée serbe, a envoyé par Rome, au mois de décembre 1915, un télégramme au ministre des affaires étrangères russe Sazonoff, dans lequel il l'informait qu'il avait appris »d'une source confidentielle« que le prince Mirko, qui était à Rome, avait mis en relief »qu'à la cour du roi Nicolas il existait un fort courant, enclin à la paix séparée avec l'Autriche-Hongrie«. Il l'informait aussi qu'il avait éprouvé la même impression »d'une conversation qu'il a eue avec l'envoyé monténégrin en Serbie, Lazar Mijušković«. Dans le même télégramme il informait son gouvernement que »le prince héritier serbe (Alexandre), Pašić et autres facteurs responsables« était d'avis que le Monténégro devait lutter »jusqu'à la fin et jusqu'à la dernière possibilité«.

Le ministre russe à Cetinje Obnorsky a informé son gouvernement à Saint-Petersbourg le 6 décembre 1915, qu'on »observe dans les milieux de la cour et du gouvernement trois courants quant à la question de la guerre«. Un courant, appuyé „par l'arrivée du prince héritier serbe et Pašić« ne perd pas »l'espoir que la défense sera efficace, malgré toutes les difficultés et la supériorité numérique de l'ennemi«. Pour le second courant il dit »qu'il incline aux conditions de la capitulation« au prix »d'une démobilisation générale«, ce qui permettrait de »trouver le moyen pour sauver le Monténégro sans le Sandjak« qui était déjà perdu. Ce courant espérait que Scutari resterait au Monténégro. De cette façon seraient rendues impossibles les prétentions de l'Italie sur Scutari. Le troisième courant soutenait l'idée de la paix séparée.

Le même envoyé informait son gouvernement le 20 décembre que »mes collègues et moi, nous ne nous dissimulons pas la possibilité, et même, par certains symptômes, aussi la probabilité qu'il existe déjà entre le gouvernement monténégrin et l'Autriche un accord ultérieur qui peut avoir en vue différents revirements dans le sort du Monténégro, ce qui peut se manifester par l'isolement militaire et économique total du Monténégro«. Continuant son information, Obnorsky a conclu que les envoyés considéraient »nécessaire d'ignorer pour le moment toutes ces rumeurs sur la paix séparée, afin de maintenir le contact politique et les relations régulières avec le gouvernement monténégrin et de continuer de cette manière, à retenir le Monténégro autant que possible de ne pas prendre des décisions dangereuses«.

Le président de la République Française R. Poincaré a été informé par son envoyé à Cetinje Délaroche Vernet, le 21 décembre 1915, que »le roi Nicolas était en train de prendre en considération l'éventualité d'une paix particulière ou de l'armistice avec la démobilisation partielle«. Dans le même télégramme il l'informait que le roi Nicolas était prêt »à céder les positions« sur le Lovćen »en échange de Scutari«.

Après de tels rapports et de rapports analogues, qui n'étaient basés que sur les conjectures et non pas sur les faits, nul doute que les gouvernements alliés ont commencé à suspecter la sincérité du roi monténégrin et de son gouvernement à vouloir faire la guerre jusqu'au bout.

Vers la fin de l'année 1915 la situation sur le champ de bataille des alliés de l'Entente (Serbie, Monténégro, Russie, France, Angleterre et

Italie) était très grave. Jusqu'au commencement du mois de décembre 1915 il n'y avait pas d'opérations stratégiques et militaires communes parmi les grands États alliés la France, la Russie, l'Angleterre et l'Italie. Par conséquent, il n'y avait pas non plus de coopération d'une plus grande importance avec les petits États – Monténégro et Serbie, sur le champ de bataille balkanique. Les puissances centrales (Autriche-Hongrie, Allemagne, Bulgarie et Turquie) étaient en offensive sur tous les fronts.

Certains commandants militaires éminents français se rendaient bien compte, dès le début de la guerre, de manque des opérations stratégiques militaires parmi les alliés de l'Entente. Ils s'employaient auprès de leurs gouvernements en faveur des opérations militaires efficaces et effectuées en commun par les alliés contre leurs adversaires, les puissances centrales.

Un des personnages militaires les plus éminents de cette époque en France, qui plaidait en faveur d'une coopération militaire efficace était le général, plus tard le maréchal, J. Joffre. Depuis le mois d'août 1914 jusqu'au mois de décembre 1915 il était commandant de l'armée Nord-Est. Au commencement de décembre 1915 Joffre fut nommé commandant en chef de l'armée française. Étant devenu commandant en chef de l'armée française, il faisait des démarches énergiques en faveur de la coordination aussi efficace que possible des armées alliées. Il a pris également des mesures énergiques dans le théâtre de la guerre balkanique en vue de le maintenir. Malheureusement, son arrivée au poste de commandant en chef de l'armée française eut lieu trop tard pour qu'il pût offrir l'aide efficace à la Serbie et au Monténégro et maintenir le champ de bataille balkanique. Il a joué un grand rôle aussi dans l'organisation de l'évacuation de l'armée serbe de l'Adriatique dans l'Île de Corfou.

Dans la situation où la Serbie était expulsée du champ de bataille balkanique et lorsque le Monténégro était resté seul, le Grand quartier général français, avec Joffre à la tête, a décidé d'examiner la situation réelle au Monténégro. Le Grand quartier général français tenait beaucoup à la continuation de la résistance du Monténégro dans ce secteur du théâtre de la guerre, dût-il faire la guerre de guérilla.

Le Grand quartier général français, avec Joffre à la tête, faisait des efforts en vue d'aider le Monténégro quant à l'armement et aux vivres. L'approvisionnement était jusque là assez irrégulier, surtout à cause de l'immixtion de plusieurs personnes qui donnaient parfois des ordres contradictoires. L'Italie non seulement ne donnait pas d'aide, mais aussi sabotait l'approvisionnement des armées serbe et monténégrine. Ce fut en vain que le Grand quartier général français exerçait la pression sur l'Italie pour l'amener à offrir l'aide aussi efficace que possible à la Serbie et au Monténégro. A cause de la confusion dans le transport et l'approvisionnement, le Grand quartier général français a décidé que le général Mondésir était seul autorisé à donner des ordres pour l'approvisionnement et le transport de l'armée serbe dans l'Adriatique. Il fut de même décidé que lui seul avait à donner les ordres aussi pour l'approvisionnement du Monténégro de matériel de guerre et de vivres.



Sous l'influence de l'attitude de l'Italie envers le Monténégro, l'attaché militaire français à Rome posait au Grand quartier général la question s'il était nécessaire de continuer à aider le Monténégro en équipement de guerre et en vivres pour les soldats. Grâce au général Joffre, qui tenait on ne peut plus à ce que le Monténégro continuât, aussi longtemps que possible, sa résistance, malgré une série de difficultés et de suspicions de la part de certains personnages français responsables, ont été prises les mesures pour aider le Monténégro en matériel de guerre et en vivres. Pourtant, nonobstant une orientation pareille, le ravitaillement du Monténégro se développait assez lentement. La présence de la flotte austro-hongroise dans les eaux de l'Adriatique représentait aussi une difficulté. De ce côté-ci menaçait le danger que le transport fût attaqué dans le domaine du port ou dans le port même de Saint Jean de Medua. Vers la fin du mois de novembre 1915 le port a été bombardé à plusieurs reprises par l'aviation austro-hongroise.

Par l'intermédiaire de l'envoyé français à Cetinje D. Vernet, le gouvernement monténégrin a demandé à la France, le 22 décembre 1915, de lui envoyer plusieurs milliers de munitions de calibres différents. Il a de même prié le gouvernement français d'intervenir auprès du gouvernement italien de lui envoyer 10.000 obus de calibre déterminé pour les canons de production autrichienne, ainsi que 4 millions de balles pour les fusils autrichiens. D. Vernet avait recommandé cette demande du gouvernement monténégrin à son gouvernement.

Le général Joffre a donné l'ordre le 25 décembre 1915 au commandant du détachement français à Cetinje de ne pas abandonner le territoire du Monténégro dans la situation critique pour celui-ci. Le Grand quartier général français avait jugé que son retrait de Cetinje pourrait être interprété comme abandon du Monténégro de la part de la France. On lui avait recommandé d'être en contact permanent avec l'envoyé français à Cetinje et de suivre attentivement le développement des événements au Monténégro. si le Monténégro venait à capituler on lui ordonnait de se retirer à temps avec le reste du personnel français au Monténégro en direction de Saint Jean de Medua où ils seraient accueillis par quelque navire. On lui avait ordonné de même d'informer l'amiral français dans l'île de Malte, le commandement à Brindisi et le gouvernement français si le Monténégro venait à capituler.

Le lendemain, le 24 décembre 1915. Joffre ordonnait à l'attaché militaire français à Rome d'expédier par le premier bateau le matériel de guerre et la munition d'artillerie destinés au Monténégro de Brindisi à Saint Jean de Medua. Il lui fut également ordonné d'expédier au Monténégro 5000 fusils, 20 mitrailleuses 500 balles par fusil et 20.000 balles par mitrailleuse.

Vers la fin de décembre 1915, lorsque la situation de l'approvisionnement du Monténégro était la plus critique, la flotte austro-hongroise a coulé, à proximité de Saint Jean de Medua, le navire qui portait la charge de 400 tonnes de matériel de guerre et de vivres au Monténégro. Le coulage de ce navire a porté un grand coup au Monténégro dans la situation où il manquait de tout et surtout, comme le plus important, de

matériel de guerre. De cet événement fut informé le général Mondésir à Scutari qui se préparait à se rendre à Cetinje. L'envoyé français Déla-roche Vernet a informé de cet incident le Ministère des affaires étrangères à Paris, mettant en relief que le coulage du navire avait provoqué la démoralisation et l'indignation contre l'Italie.

Le général Joffre a donné le 28 décembre 1915 les instructions strictement confidentielles au général P. de Mondésir qui était chargé d'effectuer l'évacuation de l'armée serbe dans l'île de Corfou, d'examiner, de son poste à Scutari, la situation au Monténégro et de prêter à la question de ce pays la plus grande attention possible. »Il est absolument dans notre intérêt« – écrivait Joffre à Mondésir – »d'éviter la capitulation du Monténégro ou la conclusion de la paix séparée«. En attirant l'attention sur les nouvelles que lui faisait parvenir l'envoyé français à Cetinje Vernet, concernant la possibilité qu'il y avait de capitulation, Joffre enjoignait catégoriquement à Mondésir de prendre toutes les mesures pour empêcher cela de se produire. En ce sens il a donné l'ordre d'assurer au Monténégro les vivres, les armes et les munitions pour qu'il fût en état »de continuer la lutte en forme qui lui paraît la plus convenable, c. à d. la guerre de guérilla ou de partisans«. Dans ce même ordre Joffre informait Mondésir que le gouvernement français a pris les mesures en commun avec le gouvernement anglais »pour le paiement au gouvernement monténégrin, de la somme de 400.000 francs par mois«. Continuant à donner les instructions au général Mondésir, il lui a dit: »Si vous êtes d'avis qu'une partie de cette somme devrait être payée au roi Nicolas, vous m'en informerez après une consultation avec M. Déla-roche Vernet«.

Dans la suite de ses instructions Joffre informait Mondésir de ce qui suit:

»J'ai prié le ministre de la Marine d'assurer, avec l'aide de l'Italie ou sans elle, la continuation de l'approvisionnement du Monténégro par le port de Saint Jean de Medua. De mon côté j'ai donné l'ordre (par le télégramme du 26 décembre nos. 18-19) de distribuer à l'armée monténégrine le matériel de guerre qui se trouve dans les dépôts à Brinidisi«.

»Vous m'informerez de ce que vous avez appris sur les lieux« – écrivait Joffre à Mondésir – »sur le fait de savoir si l'armée monténégrine est capable de s'acquitter de cette obligation et si elle a gardé son efficacité et son moral. Dans votre enquête vous devez examiner la possibilité de maintenir les contacts entre les gouvernements et les peuples de Serbie et de Monténégro pour que les éléments moins organisés de l'armée serbe, rassemblés à Scutari pussent être gardés sur les lieux et prendre part à la défense du Monténégro. Leur approvisionnement sera assuré par nous«.

A la fin de ses instructions Joffre informait Mondésir qu'il avait demandé au ministre des affaires étrangères de soutenir l'action de Mondésir par l'intermédiaire de Boppe (envoyé français auprès du gouvernement serbe) avec lequel il devait se mettre en communication.

Avant son départ pour Scutari Mondésir a reçu le délégué monténégrin A. Radović à Brindisi. En cette occasion Radović a mis Mondésir

au courant de la situation au Monténégro. Il a aussi attiré son attention sur le danger qui menaçait le Monténégro à cause de l'offensive austro-hongroise. Pour cette raison il a exigé que les alliés assurent le front Scutari-Alesio avec 20.000 soldats. Après la conversation avec Radović, Mondésir a eu l'impression que le Monténégro, si les Alliés ne lui offraient pas l'aide militaire et matérielle, serait obligé de conclure la paix particulière. Des impressions qu'il avait ressenties au cours de son entretien avec Radović, il a informé le Grand quartier général français.

Le général Joffre a informé le général Mondésir par un télégramme du 31 décembre 1915, qu'il devait se rendre personnellement à Cetinje et s'entretenir avec le roi Nicolas et le gouvernement monténégrin de toutes les questions qu'il lui avait exposées dans les instructions susmentionnées du 28 décembre.

Le général Mondésir est arrivé à Scutari le 1<sup>er</sup> janvier 1916. A cause de la tempête sur la Lac de Scutari il ne pouvait pas se rendre immédiatement à Cetinje.

Mondésir s'est rencontré à Scutari avec le président du conseil des ministres serbe Nikola Pašić, entre autres, aussi pour se procurer son opinion sur la situation au Monténégro. D'après le rapport de Mondésir, Pašić l'avait informé d'avoir eu vent de la disposition du Monténégro à conclure la paix séparée. Pašić lui a dit aussi que le roi Nicolas lui avait donné personnellement les assurances qu'il endurerait la guerre jusqu'à la fin pourvu qu'on lui assurât l'approvisionnement régulier d'équipement de guerre et de vivres »pour que les hommes politiques n'eussent de raison à demander la paix«. Mondésir, selon les instructions qu'ils avait reçues de Joffre, s'entretenait avec Pašić aussi de la formation d'un détachement de l'armée à Scutari qui protégerait l'espace de Scutari à Alesio en vue d'assurer l'approvisionnement du Monténégro. Pašić a approuvé cette proposition en soulignant qu'un détachement d'environ 3.000 soldats suffirait pour la défense des attaques albanaises du côté de terre ferme et pour la défense des Autrichiens du côté de mer.

Mondésir a envoyé de Scutari, le 4 janvier 1915 deux télégrammes au Grand quartier général français. Dans le premier il l'informait de son entrevue avec la princesse monténégrine Xénia, qui était venue visiter le prince héritier Alexandre Karađorđević tombé malade, et de la conversation téléphonique de la princesse avec son père, le roi Nicolas, qui lui avait communiqué en cette occasion qu'on attendait une attaque de l'armée autrichienne contre les positions monténégrines sur le Lovćen.

Dans le deuxième télégramme Mondésir informait le Grand quartier général qu'on attendait l'attaque sur le front de Lovćen pour le 6 janvier et que le roi Nicolas en avait informé le prince Pierre, commandant du front de Lovćen.

Dans ce même télégramme Mondésir a proposé de décorer le roi Nicolas, ainsi que son gendre et son petit-fils, de la Croix de guerre.

La proposition de Mondésir de décorer le roi Nicolas pouvait être interprétée comme une preuve que les renseignements qu'il en avait recueillis à Scutari étaient favorables.

Sur la proposition de Mondésir d'accorder au roi Nicolas la décoration, le Grand quartier général a répondu affirmativement le 5 janvier 1916. C'est seulement le 11 janvier que Mondésir informait le Grand quartier général français qu'il avait envoyé au ministre français à Cetinje Vernet la décoration avec une lettre qu'il remettrait au roi Nicolas.

Le 5 janvier au soir Mondésir, accompagné de deux officiers, arrivait à Cetinje. Le lendemain il fut reçu par le roi Nicolas. Le 6 janvier 1916 Vernet a informé le Ministère des affaires étrangères à Paris de l'arrivée de Mondésir à Cetinje, de l'audience et de l'entretien qu'il a eu avec le roi Nicolas. Vernet communiquait au Ministère des affaires étrangères que le roi Nicolas avait reçu Mondésir aimablement en exprimant sa reconnaissance à la France de tout ce qu'elle avait fait jusque là au Monténégro. Tandis qu'il exprimait sa gratitude à la France, la roi manifestait une grande indignation de la conduite et de la politique de l'Italie envers le Monténégro. Selon le rapport de Vernet, le roi avait déclaré au général Mondésir »à deux reprises que le Monténégro, s'il recevait les vivres et les munitions, pourrait, s'il l'était nécessaire, se tenir une année dans ses plans contre les troupes autrichiennes«. Ni Vernet ni Mondésir n'ont émis des réserves sur cette déclaration du roi dans leurs rapports au Ministère des affaires étrangères et au Ministère de la Guerre.

Pendant son séjour à Cetinje Mondésir a visité aussi une partie du front de Lovćen. Après la visite à Cetinje et l'entretien avec le roi Nicolas, Mondésir envoya le 6 janvier des rapports au Ministère de la Guerre et au général Joffre. Il les informait que l'entretien avec le roi Nicolas avait fait une bonne impression sur lui. Il a ajouté que la résistance au Monténégro dépendait de l'approvisionnement de l'armée de vivres et de munitions et du ravitaillement de la population civile. Quant à la situation sur le front de Lovćen il a dit que le moral des troupes était excellent dont il s'est assuré lui-même. Il les a informés aussi que la protection serbe du Monténégro dans la région de Scutari était assez lâche et instable. Dans le même télégramme il les informait que pendant sa visite à Cetinje un bateau avec 450 volontaires monténégrins qui venaient au Monténégro de l'Amérique a été coulé dans l'Adriatique. A la fin il les informait du bombardement de Cetinje le 6 décembre 1915 par les Autrichiens, mais qu'il n'y avait pas de victimes humaines, mais seulement quelques bâtiments d'endommagés.

A juger d'après son rapport, Mondésir a eu une impression favorable du roi Nicolas et de sa détermination de continuer la guerre jusqu'à l'extrême possibilité.

Le 7 janvier 1916 Mondésir a eu de nouveau une entrevue avec le roi Nicolas. Après cet entretien aussi il a informé de Cetinje le Ministère de la Guerre et le général Joffre que le roi Nicolas en voulait aux Italiens à cause de leur attitude envers le Monténégro. Le roi a prié Mondésir de s'assurer personnellement de la grande pénurie et des prix élevés des vivres. Mondésir a conclu que le disette était évidente ainsi que la grande demande de vivres dont souffraient aussi l'envoyé fran-

çais et le détachement français à Cetinje et que »pour le moment on ne peut trouver que du pain de maïs et seulement à un prix élevé«.

Mondésir retourna de Cetinje à Scutari le 7 janvier dans l'après-midi.

Comme on le sait, les Autrichiens ont attaqué, le 8 janvier 1916, du côté de la mer et du côté de la terre, les positions monténégrines sur le Lovćen. Mondésir informait de cette attaque le 9 janvier 1916 de Scutari le Grand quartier général français. Il a dit d'avoir reçu l'information du roi Nicolas de l'attaque autrichienne sur le front de Lovćen, qu'on s'y battait corps à corps, que l'armée autrichienne avait mis le pied sur la Lovćen et qu'elle s'est arrêtée à 200 mètres de la batterie monténégrine. A la fin de cette information Mondésir a ajouté la seconde partie du rapport du roi Nicolas qui était conçue de la façon suivante:

»Les batteries démontées, hors d'usage, un tiers de l'armée hors de combat, je déclare que la résistance ne peut durer plus. Je demande l'aide urgente à la flotte alliée. J'ai informé le duc d'Abruzzi et le gouvernement italien«.

A cette information Mondésir n'a ajouté aucune explication supplémentaire.

Le 10 janvier Mondésir informait de nouveau son Grand quartier général que l'armée monténégrine se trouvait dans une situation critique, que les Autrichiens avaient occupé Budva, que les communications avec Bar et le Littoral étaient rompues et que l'armée autrichienne avancerait bientôt en direction de Scutari. Mondésir a conclu ce rapport en disant: »Le roi de Monténégro, considérant que la résistance devenait impossible, demande l'aide urgente à la flotte alliée«.

A ce rapport Mondésir n'avait pas ajouté, non plus, son opinion ni une recommandation quelque qu'elle fût, au Grand quartier général français.

De Scutari Mondésir partit pour Brindisi d'où il a envoyé, le 15 janvier 1916, un rapport au Ministère de la guerre et au Grand quartier général français en les informant d'avoir reçu la confirmation que les troupes monténégrines étaient incapables »d'une défense sérieuse et prolongée«. Dans la même information il a résumé les résultats de sa mission à Cetinje, dont il les avait déjà informés précédemment. A la fin de son rapport Mondésir a conclu que le roi Nicolas rattachait la résistance à la question de l'approvisionnement de vivres et de munitions de l'armée monténégrine et qu'ils les avait informés des attaques incessantes de l'armée autrichienne et des exigences du roi Nicolas. A la fin du rapport Mondésir a exprimé le doute qu'il n'était pas impossible que l'attaque réussie des Autrichiens contre le Monténégro fût convenue d'avance entre le Monténégro et l'Autriche. Pour un tel doute Mondésir n'avait pas de preuves réelles, outre les rumeurs qui circulaient déjà auparavant dans le corps diplomatique à Cetinje sur les négociations secrètes entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie.

Nous ne disposons pas de données sur l'entretien de Mondésir avec le roi Nicolas, basé sur les instructions du général Joffre que Mondésir avait reçues à la veille de son arrivée au Monténégro. Mondésir a infor-

mé le roi Nicolas que la France continuerait à donner au Monténégro l'aide en armement et en vivres pour les besoins de l'armée et de la population civile. Mondésir s'employait lui-même pour cela en faisant des efforts pour assurer l'aide au Monténégro.

Le Grand quartier général français, avec Joffre à la tête, se rendait compte que le Monténégro ne pourrait pas se tenir tout seul après le retrait de l'armée serbe, surtout lorsqu'on est arrivé à la conclusion que l'armée serbe ne pouvait pas organiser la résistance dans la région de Scutari. Le commandement français tenait beaucoup à ce que Monténégro offrît, aussi longtemps que possible, la résistance à l'ennemi. Il lui était clair que le Monténégro ne pouvait pas supporter de faire la guerre de front et pour cette raison elle a proposé, lorsque le Monténégro ne serait plus en état de lutter de front, de continuer la guerre de guérilla. La France comptait aussi sur le courage de l'armée monténégrine et, à cet effet, lui a offert l'aide pécuniaire mensuelle susmentionnée.

Plus tard, le Grand quartier général français a changé la décision précédente et par une dépêche chiffrée du 12 janvier 1916, expédiée à 20<sup>h</sup> 55, a informé son envoyé auprès du gouvernement serbe Boppe et Vernet que, dans la cas où l'armée monténégrine »serait contrainte« de se retirer, le gouvernement français fera pour elle ce qu'il avait déjà fait pour l'armée serbe. Nous n'avons pas de données que Vernet ou bien le roi Nicolas ont été informés de cette décision, car le même jour où cette instruction a été émise aux envoyés, le poste émetteur français à Podgorica fut démonté. S'il avait été au courant de cette décision, Vernet aurait dû en informer le roi Nicolas. L'envoyé français Boppe a reçu ces instructions à Scutari. Il est difficile de trouver une réponse à la question pourquoi Boppe n'avait pas trouvé un moyen d'en informer Vernet et le roi Nicolas. Nous n'avons pas de données. S'il avait été au courant de cela il aurait pu trouver un moyen d'en informer le roi Nicolas avant que celui-ci ait abandonné Podgorica.

A cause de la détermination primitive du Grand quartier général français que le Monténégro devait continuer la guerre de guérilla, ni l'envoyé français à Cetinje, ni le général Mondésir ni qui que ce soit des personnalités officiellles françaises n'avaient donné un avertissement, et encore moins une proposition au roi Nicolas, relative à la retraite de l'armée monténégrine. Bien que nous ne disposons pas de données on pourrait conclure sur la base de données indirectes que le roi Nicolas avait adopté la proposition du général Mondésir de continuer, dans le cas extrême, la, lutte de guérilla contre les Autrichiens. Cette conclusion est confirmée aussi par la déclaration susmentionnée du roi Nicolas qu'il continuerait la lutte contre les Autrichiens dans les montagnes monténégrines s'il obtenait de la France et des Alliés l'aide en munitions et en vivres. Les rapports que Mondésir avait envoyés de Cetinje et dans lesquels il exprimait les opinions favorables du roi Nicolas nous parlent que le roi Nicolas avait accepté les suggestions du général français, malgré les soupçons de Vernet que le Monténégro se tiendrait jusqu'à la fin, ainsi que le fait que Mondésir lui avait envoyé, après son retour de Cetinje, la décoration accompagnée d'une lettre que Vernet lui avait remise.

Notre opinion est soutenue aussi par la fait que le roi, à une réunion consultative des personnalités les plus responsables au Monténégro qui étaient d'avis qu'il fallait chercher à conclure la paix avec l'Autriche-Hongrie a déclaré: »Quoi qu'il se passe, nous devons endurer«. De même, d'après l'affirmation ultérieure de deux de ses ministres, il n'avait pas accepté la proposition du gouvernement de préparer l'évacuation de la cour, du gouvernement et de l'armée. Au commencement il trainait en longueur l'adoption de cette proposition pour la refuser définitivement à la fin.

Il n'y a pas de données, autant que nous sachions, que quelqu'un des collaborateurs les plus proches du roi eût connaissance de l'offre française d'aide pécuniaire et de sa proposition que le Monténégro continuât la lutte de guérilla.

Le chef du Grand quartier général monténégrin, le général Janko Vukotić a donné l'ordre contradictoire sur le retrait de l'armée le 16 janvier 1916 à l'insu et sans signature du roi Nicolas.

Après avoir donné des explications de la situation militaire grave au Monténégro, l'ordre du général Vukotić était conçu en termes suivants:

»1) L'armée de Sandjak et le Détachement herzégovien doivent être laissés sur les fronts qu'ils tenaient jusqu'à présent une mince chaîne de reconnaissance, qui maintiendra le contact avec l'ennemi et se retirera graduellement, et derrière les gros de l'armée se retirer immédiatement, jour et nuit, vers Podgorica.

2) Expliquer à chacun de la manière la plus confidentielle que personne ne forcera ceux qui ne veulent se retirer pour la défense de Scutari, sous les conditions ci-dessus, mais qu'ils leur est permis de rester chez eux, mais il est déjà clair quel sera leur sort.

3) Les détachements de Lovćen et de Kotor et la Seconde division ont à rester, jusqu'à nouvel ordre, dans leurs positions actuelles, les défendre avec la plus grande tenacité, afin de donner du temps à l'armée de Sandjak et au Détachement herzégovien de se retirer qui veut.

Les commandants doivent trouver le moyen d'expliquer aux troupes tout ce qui précède, de toute urgence et de la manière la plus convaincante et passer de toute urgence à l'exécution de cet ordre.«

Après cet ordre, il fut tenue la délibération à Podgorica le 19 janvier 1916 à laquelle ont pris part les personnalités les plus responsables avec le roi Nicolas à la tête. A la consultation le roi était indécis et n'acceptait aucune proposition de la part des participants. Il y avait aussi des propositions que l'armée devait se retirer en direction de Scutari, mais seulement ceux qui le veulent. D'après les données de N. Rakočević, le général Vukotić exigeait du roi de signer l'ordre relatif à la retraite de l'armée que le général avait déjà donné, à l'insu du roi. Le roi n'a pas signé l'ordre relatif à la retraite de l'armée, tel que le chef du Grand quartier général l'avait déjà donné, ni un autre ordre quel qu'il soit.

Le roi s'employait à réaliser son idée d'offrir aux Autrichiens la résistance décisive à Carev Laz, localité où l'armée monténégrine avait remporté la victoire sur les Turcs en 1712, mais ce combat n'eut pas lieu.

Le même jour (le 19 janvier) le roi Nicolas partit de Podgorica à Scutari d'où il a plus tard continué le voyage en France.

Lorsque l'armée des volontaires herzégoviniens et du Littoral fut informée par le général Martinović qu'on n'offrirait pas de résistance à Carev Laz, elle a commencé à se retirer du Monténégro en direction de Scutari, Alesio et Durazzo. De Podgorica partirent trois bataillons herzégoviniens, forts d'environ 2000 hommes, le 20 janvier 1916. Le Ministère de la Guerre leur a donné 10.000 yperpères pour le ravitaillement des troupes avec une recommandation par écrit au Grand quartier général serbe.

Après le départ du roi de Podgorica à Scutari, dans l'armée monténégrine il se produisit davantage le désarroi et la désorganisation. Le chef du Grand quartier général a dissous l'armée monténégrine, en laissant aux soldats le choix de se retirer en direction de Scutari ou de retourner à la maison. Après cette explication les petits groupes de soldats et de population civile commencèrent à se retirer en direction de Scutari, Alesio et Durazzo.

Vers la fin de janvier 1916 le Monténégro fut occupé par l'armée austro-hongroise. Du point de vue juridique le Monténégro n'avait pas capitulé, car la capitulation n'était pas signée par le roi Nicolas qui, d'après la constitution monténégrine, avait seul le droit à déclarer la guerre et à conclure la paix.

Le roi Nicolas était pour la guerre jusqu'aux dernières possibilités. Dans l'attente de l'aide de la part des Alliés et sous la pression qu'exerçait sur lui la France d'endurer jusqu'à la fin, ignorant la décision de celle-ci de l'aider à évacuer son armée, ne comptant pas sur une offensive aussi rapide et aussi efficace de l'ennemi, de même que sur la désagrégation rapide et la démoralisation de son armée, espérant que son armée porterait un coup décisif à l'ennemi à Carev Laz, il ne se décidait pas de donner l'ordre par écrit à l'armée de se retirer du Monténégro. Il ne pouvait pas se décider non plus d'accepter les conditions de paix, posées par l'Autriche-Hongrie. Dans la situation grave et complexe, pour éviter que l'armée glorieuse monténégrine fût obligée à déposer les armes et pour »rendre impossible de remettre les frères réfugiés de la Serbie entre les mains de l'ennemi« – comme il l'avait écrit ces jours-là – »je me suis décidé à ne pas permettre à mes yeux de voir cette humiliation«.

Le roi Nicolas n'avait trahi ni son peuple ni les Alliés. Bien des choses ont été faites à son insu à sa cour et au gouvernement, chez les Alliés et dans l'armée sur lesquelles il ne pouvait exercer une influence ni en décider.

L'envoyé français Délaroche Vernet et le commandant du détachement français au Monténégro Coulais informaient régulièrement leur gouvernement et le Grand quartier général du développement de la situation au Monténégro. Vernet a rapporté à son gouvernement, le 8 janvier 1916, que les Autrichiens avaient effectué une forte attaque sur l'entier front de Lovćen de mer et de terre, que la compagnie française se



préparait de se rendre de Cetinje sur le front de Lovćen et que le roi Nicolas lui-même était allé sur le front.

Le jour suivant (le 9 janvier) l'officier français de Podgorica a informé ses supérieurs à Paris que le matin de ce jour-là, les Autrichiens avaient effectué l'attaque sur tous les fronts (Lovćen, Grahovo, Mojkovac, Berane et Rugovo). Il n'avait pas d'information si l'attaque était alors effectué aussi en direction de Scutari, car ce jour-là la ligne téléphonique qui reliait Podgorica à Scutari était coupée. Selon le même rapport cette offensive a été précédée pour la première fois de reconnaissance systématique en avion et de bombardement des positions monténégrines. Sur le front de Lovćen l'offensive a commencé par un grand bombardement de toutes les positions »de tous les navires de guerre et de tous les canons, dont 28 étaient installés sur les nouvelles positions.« En terminant son rapport il a constaté que la grande précaution du Grand quartier général monténégrin »nous rendait impossible de vous informer précisément des opérations en dehors de notre secteur«. Le rapport se terminait par la supposition que la principale attaque de l'ennemi était dirigée sur Grahovo ou Mojkovac ou Berane.

Vernet expédiait, le 10 janvier 1916, dans l'après-midi, la dépêche dans laquelle il informait que la situation au Monténégro s'aggravait, que les Autrichiens, soutenus par une artillerie forte, ont réussi à entrer dans le massif de Lovćen et d'en chasser »les Monténégrins qui étaient forcés d'abandonner les batteries sur le Kuk«, que trois bataillons de soldats ont été envoyés de Cetinje pour aider la défense du Lovćen. Vernet a informé que le poste-émetteur français sur le Lovćen a été évacué et anéanti, ainsi que le petit détachement de l'infanterie française qui était dirigé de Cetinje, a réussi à occuper le fort près de Krstac qu'avaient pris les Autrichiens. D'après son rapport, les soldats français ont montré un grand courage et l'esprit de sacrifice qui s'étaient »vite répandus«. A la fin Vernet a conclu qu'il semblait que le Grand quartier général à Cetinje s'était décidé à offrir la résistance jusqu'à l'extrême possibilité. Contrairement à cette attitude du Grand quartier général, a-t-il rapporté, il y a, à la cour, un courant permanent et influent qui est en faveur de la conclusion de paix avec l'Autriche-Hongrie »J'ai appris«, informe Vernet – »de source certaine qu'entre le roi Nicolas et le chef du Grand quartier général il y a une différence d'opinion quant à la manière de faire la guerre«.

Le même jour (le 10 janvier) dans l'après-midi, de Podgorica Vernet informait le Ministère des affaires étrangères et le Grand quartier général à Paris que »depuis hier, dimanche, à partir de 16<sup>h</sup> les canonnades et fusillades ont totalement cessé« sur le front de Lovćen. Vernet déclare avoir été surpris par ce calme insolite »en posant la question si ce n'était une preuve de quelque négociation secrète entre les guerriers«. Cette accalmie avait fort surpris aussi le commandant de la compagnie française à tel point qu'il s'était rendu personnellement à Cetinje pour demander à l'envoyé s'il connaissait les raisons de ce calme, mais celui-ci ne pouvait lui donner aucune explication. Vernet a informé Paris qu'il était très enclin à l'opinion que le calme était lié à un accord secret.

Après le succès de l'offensive autrichienne sur le secteur du Lovćen, le roi Nicolas fut pris de panique. Les Autrichiens se trouvaient près de Cetinje. Il demandait à l'envoyé français d'en informer le général Mondésir et d'exiger une intervention urgente de la flotte alliée dans l'Adriatique contre la flotte austro-hongroise pour alléger la situation des positions monténégrines sur le Lovćen.

Comme nous avons déjà mis en relief, Mondésir fut informé de l'exigence du roi et, par son intermédiaire aussi le Grand quartier général français qui n'a rien entrepris en vue de faciliter la situation au Monténégro. S'étant assuré lui-même que la situation sur le Lovćen était grave et qu'il n'existait pas la possibilité que Cetinje tombât bientôt entre les mains des Autrichiens, le roi a averti l'envoyé français qu'il ferait bien d'envoyer sa famille de Cetinje soit à Podgorica soit à Scutari, pour qu'elle ne tombât pas entre les mains de l'ennemi. Cet avertissement du roi a fait l'impression sur l'envoyé comme s'il s'agissait de la capitulation du Monténégro et il en a informé Paris. A la vérité, les Autrichiens entrèrent à Cetinje le 13 janvier.

A cause de la situation difficile sur le secteur du Lovćen et de la pénétration de l'armée autrichienne, le gouvernement monténégrin a pris la décision de proposer au roi Nicolas »d'envoyer les parlementaires et de demander l'armistice provisoire« de l'Autriche. Ce fut une décision catastrophique pour le Monténégro, pour le roi Nicolas et pour la continuation de la résistance organisée de l'armée monténégrine. Certains historiens sont enclins à supposer que c'était l'idée antérieure du roi Nicolas. De telles hypothèses n'ont pas été prouvées ni ne peuvent être acceptées dans la science. Le roi Nicolas refusa la proposition du gouvernement, en exigeant de continuer la résistance. Le jour suivant (le 11 janvier) le gouvernement renouvela sa proposition antérieure de demander les négociations. Le roi consentit à cette proposition à condition qu'on demandât un armistice de six jours. Nonobstant la situation grave et complexe dans l'armée monténégrine, ce fut un trait personnel suicidaire du roi Nicolas. Ayant consenti à entamer les négociations relatives à l'armistice, il a donné davantage lieu aux soupçons, au Monténégro aussi bien que dans les milieux des Alliés, qu'il était déjà auparavant enclin aux négociations avec l'Autriche-Hongrie. Nous avons déjà fait ressortir qu'il n'y a aucune preuve pour de tels soupçons. Nous ajouterions à cela notre opinion, que le roi Nicolas ne se déciderait jamais à un tel pas tant que la Russie était en guerre avec l'Autriche-Hongrie.

Même avant son consentement aux négociations le 10 janvier, tous les envoyés alliés (italien, serbe, anglais, russe et français) soupçonnaient le roi Nicolas „d'être disposé de se mettre d'accord avec l'Autriche, s'il ne l'a déjà fait”, comme l'envoyé français avait informé Paris. Le président de la république française Poincaré a adopté une telle opinion. Tous les traits du roi étaient mis en doute, ce qui n'était pas justifié.

Le chef du Grand quartier général monténégrin le colonel Petar Pešić a proposé au gouvernement monténégrin, le 13 janvier, que le roi, le gouvernement, les envoyés des États alliés et le Grand quartier général abandonnent Podgorica et se dirigent vers Scutari. Le gouvernement n'a

pas accepté cette proposition, mais il a proposé de son côté au roi de demander la paix. Le roi n'a pas accepté la proposition du gouvernement, mais il a exigé qu'on offrît résistance à l'ennemi à Carev Laz.

Comme le roi n'avait pas accepté la proposition du gouvernement, celui-ci a donné sa démission. Après cela le roi a fait certains changements dans le cadre de commandement, mais cela n'a en rien changé la situation dans l'armée. A cause des développements rapides et défavorables des événements sur le front de Lovćen et du danger que les envoyés alliés tombent entre les mains de l'ennemi, le roi Nicolas les a avertis à temps de quitter Cetinje et de se retirer à Podgorica ou à Scutari. Ils ont compris cette demande comme son désir de les éloigner de lui pour qu'ils ne pussent pas le contrôler. La proposition du roi était amicale et il avait raison, car Cetinje tomba bientôt entre les mains des Autrichiens.

Juste à temps s'étaient retirés aussi ces soldats français peu nombreux de Cetinje et du Lovćen. Avant de se retirer, ils démontèrent le poste émetteur français sur le Lovćen. Le personnel diplomatique et les soldats français se retirèrent à temps à Podgorica.

De Podgorica, les soldats français, et ensuite aussi le personnel diplomatique, se rendirent à Scutari.

La compagnie française? avec le commandant Coulais à la tête, arriva à Scutari le 14 janvier 1916. De Scutari Coulais a demandé les instructions au Grand quartier général s'il devait s'arrêter à Scutari pendant quelques jours et se retirer ensuite avec les troupes serbes à Saint Jean de Medua, ou bien se rendre à Brindisi et de là en France. Après avoir reçu l'ordre de leur Grand quartier général, les soldats français de Scutari ont été évacués le 19 janvier à Saint Jean de Medua et de là à Brindisi. Par là fut terminé leur séjour au Monténégro.

Dans les jours les plus critiques pour le Monténégro, le roi Nicolas était sincère avec les envoyés alliés, mais ils ne lui croyaient pas. Dès que le roi avait donné son consentement à l'ouverture des négociations en vue de la conclusion de l'armistice, il en a informé les envoyés alliés à Podgorica. De Rome fut informé de cette décision le 12 janvier 1916 aussi le président de la république française Poincaré. Bien qu'il s'agît des négociations en vue de conclure l'armistice, Poincaré, ne sachant pas quelle en serait l'issue, a noté, se basant sur le contenu du télégramme reçu, dans ses mémoires „que l'armistice sera conclu entre le Monténégro et les Autrichiens”.

Après le refus d'accepter les conditions austro-hongroises pour la conclusion de l'armistice, le roi Nicolas a convoqué à Podgorica, le 13 janvier 1916, les envoyés alliés (de Serbie, France, Russie, Angleterre et Italie) en demandant leur conseil que devait-il faire dans une situation aussi complexe. Avant cette réunion déjà l'envoyé de la Serbie Ljubo Mihailović avait conseillé au roi Nicolas de demander la paix et ensuite d'abdiquer en faveur du prince héritier Danilo. Comme on le sait, le roi n'a pas accepté une telle proposition. Comme l'attitude de l'envoyé serbe était déjà connue, on ne lui demandait pas son opinion dans cette réunion. Le roi Nicolas tenait surtout à l'opinion des autres envoyés. Pourtant, ils ne lui ont donné aucun conseil sous prétexte qu'ils n'étaient pas

en contact avec leurs gouvernements respectifs. Malheureusement, Ver-net ne savait pas alors que le gouvernement français avait pris la décision d'effectuer l'évacuation de l'armée monténégrine, ce que nous avons déjà indiqué plus haut. Si la décision du gouvernement français avait été communiquée au roi Nicolas il aurait, selon toute probabilité, donné l'ordre à l'armée de se retirer.

Le 14 janvier 1916 (d'après les données obtenues du Grand quartier général serbe) fut informé de Scutari le Grand quartier général français que le roi Nicolas se trouvait encore à Podgorica avec son gouvernement et qu'il était en train de négocier avec les Autrichiens. Dans le rapport on a mis en relief qu'on croyait que la paix serait conclue, surtout après la conquête de Cetinje par les Autrichiens. Comme on le sait, la paix ne fut pas conclue.

Sur la demande du président du conseil des ministres Lazar Mijušković, le 15 janvier 1916 eut de nouveau lieu la réunion avec les envoyés alliés à Podgorica. Il leur demandait conseil que devait faire le Monténégro dans une telle situation. On lui avait donné la même réponse qu'au roi Nicolas. A la demande de Mijušković de lui dire leur opinion personnelle (puisqu'ils n'avaient pas d'instructions de leurs gouvernements), d'après les souvenirs ultérieurs de ceux qui étaient présents à cette conversation, le ministre russe Obnorsky avait répondu „demandez la paix!“. D'après ces mêmes données le ministre français et le comte anglais Salis n'ont donné aucune déclaration. Le ministre italien le baron Avezzano a répondu à la demande: „C'est votre droit!“. On voit d'après ces données que les envoyés français, anglais et italien étaient réservés même dans leurs opinions privées, tandis que l'envoyé russe avait proposé au Monténégro de demander la paix. De toute façon, l'opinion de l'envoyé russe ne peut pas être prise comme étant l'opinion du gouvernement russe. Par cet entretien des envoyés alliés avec Mijušković fut terminée aussi leur mission diplomatique au Monténégro, car ils quittèrent Podgorica le 16 janvier et arrivèrent à Scutari le 17 janvier.

L'envoyé français à Rome Bar a informé le 15 juin 1916 Poincaré que l'armistice entre le Monténégro et l'Autriche n'était pas encore signé. Il a ajouté qu'on ignorait encore si le roi Nicolas tenterait de résister „ou bien qu'il joue double jeu“. Selon ces mêmes données les envoyés alliés étaient d'avis que le roi jouait double jeu. Il est vrai que le roi se trouvait à une rude épreuve dans la situation aussi difficile que celle qui était alors au Monténégro, mais il n'a pas pratiqué une politique de capitulation.

Selon les écrits de Poincaré, le roi Nicolas avait envoyé de Podgorica, le 16 janvier 1916, une dépêche au président français, dans laquelle il lui remerciait de ces vœux de bonne année. Poincaré a fait une remarque à la dépêche qu'il avait reçue du roi parce que celui-ci n'y mentionnait rien de la prise de Cetinje par les Autrichiens ni de son départ imminent du pays. A juger d'après cette remarque on pourrait conclure que Poincaré était déjà informé le 17 janvier du départ du roi du Monténégro. Ici se pose une autre question. Le roi Nicolas n'a pas pu expédier ce télégramme de Podgorica le 16 janvier, puisque le poste émetteur

français a été déjà démonté. Le télégramme a pu être porté jusqu'à Scutari par quelque membre de la famille royale (la reine et les princesses) ou bien par l'envoyé français, qui ont quitté le Monténégro le 16 janvier.

L'envoyé français Vernet savait déjà le 16 janvier que le roi Nicolas allait quitter le Monténégro. De Scutari Vernet a informé d'urgence Paris le 18 janvier 1916 que les négociations de paix entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie étaient rompues. «Le roi Nicolas et sa famille» – informait Vernet – «s'embarquent demain (le 19 janvier) mercredi pour l'Italie, accompagnés de gouvernement et de corps diplomatique».

Paris fut informé le 19 janvier 1916 de Scutari que le corps diplomatique monténégrin était parti ce jour-ci de Scutari à Saint Jean de Medua. Les envoyés attendaient l'arrivée du roi Nicolas à Scutari le 18 janvier), mais il s'était attardé à Podgorica, comme ils ont constaté, «soit à cause d'une tentative nouvelle d'offrir la résistance, soit à cause des négociations nouvelles».

Donc, le roi Nicolas n'a pas quitté le Monténégro le 19 janvier 1916 sans qu'on s'y attendît et à l'improviste, comme certains historiens prétendent.

Le général Mondésir a informé de Brindisi, le 20 janvier 1916, le Grand quartier général français de l'arrivée à Brindisi du gouvernement monténégrin avec les députés et qu'il a eu un entretien avec le président du conseil des ministres monténégrin Lazar Mijušković qui lui demandait «comme d'habitude, les vivres et les munitions». Le jour suivant (le 21 janvier) Mondésir demandait au Grand quartier général les instructions sur l'armée monténégrine. Il demandait l'explication si pour l'armée monténégrine étaient valables les instructions qu'il avait reçues le 28 décembre 1915 lorsqu'il fut chargé d'organiser l'évacuation et le ravitaillement de l'armée serbe au bord de l'Adriatique. Il cherchait les explications si cela se rapportait aussi à l'évacuation de l'armée monténégrine qui, d'après les déclarations du roi Nicolas et de Mijušković se retirait du Monténégro. Selon les informations qu'il avait reçues d'eux, à la date du 20 janvier 1916 il restait environ 15.000 hommes de l'armée monténégrine qui se retiraient de Podgorica, Nikšić et Andrijevica en direction de Scutari. Le roi Nicolas a fait savoir à Brindisi à Mondésir et aux autres facteurs responsables de l'évacuation de l'armée serbe, que l'armée monténégrine n'accepterait toute entière le départ du Monténégro. Le roi a déclaré qu'à Durazzo il ne viendrait plus de six mille soldats.

L'État-major du Grand quartier général français a envoyé le 21 janvier 1916 par une dépêche chiffrée au général Mondésir et au colonel Fournier à Brindisi les instructions suivantes:

**Primo.** – Messieurs BOPPE et DELAROCHE VERNET ont été avisés le 12 janvier que dans le cas où l'armée monténégrine serait obligée de se replier, le Gouvernement français était tout disposé à faire pour elle au point de vue de ravitaillement, armement, hospitalité et reconstitution, ce que les Alliés font pour l'armée serbe.

**Secundo.** – Prière faire connaître:

a) accueil fait à cete suggestion par le Gouvernement et l'armée.

b) intentions du commandement.

c) conditions dans lesquelles se trouve armée monténégrine au point de vue matériel, moral, aptitude combative.

**Tertio.** – Adressez demande pour ravitaillement et évacuation s'il y a lieu.

De ces instructions ont été informés: le Président de la République Française, le président du Conseil des Ministres, le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de la Guerre et le Ministre de la Marine.

Cette décision du Grand quartier général français a été communiquée au roi Nicolas le 22 janvier 1916 à Brindisi, ce qu'il a reçu avec reconnaissance.

Le général Joffre a donné au général Mondésir le 23 janvier 1916 l'ordre suivant:

**PRIMO.** – Répondant au désir du Roi NICOLAS le Gouvernement décide que troupes monténégrines seront dirigées sur CORFOU et reconstituées dans mêmes conditions que troupes serbes.

**SECUNDO.** – Suivant communication du Roi au colonel FOURNIER on ne pourrait compter que sur 5 à 6.000 soldats consentant à s'expatrier.

**TERTIO.** – Prenez ou proposez en conséquence toutes dispositions pour ravitailler et diriger sur CORFOU éléments monténégrins que vous pourrez recueillir.

Après avoir reçu ces ordres, le commandement français pour l'évacuation de l'armée serbe a donné l'ordre que l'armée monténégrine qui arrive au Littoral se retirât avec l'armée serbe vers Durazzo et sa réorganisation sera effectuée dans l'île de Corfou.

Le général Mondésir informait le 21 janvier 1916 de Corfou le Grand quartier général français de l'arrivée de l'armée monténégrine à Durazzo où se sont rassemblés environs 2.500 soldats, pour la plupart volontaires de l'Herzégovine et du Littoral qui ont servi dans l'armée monténégrine et qui furent obligés de se sauver devant les Autrichiens pour ne pas être massacrés. Selon ce même rapport il y avait aussi quelques petits détachements, groupes et soldats particuliers de l'armée monténégrine. Mondésir exigeait du Grand quartier général serbe de réunir à Durazzo l'armée monténégrine qui s'était réfugié là et qui comptait, à son avis, environ 4.000 soldats. Il a informé son Grand quartier général que l'armée monténégrine serait évacuée dans l'île de Corfou sous les mêmes conditions que l'armée serbe.